

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE
 Société coopérative de banque au capital de 118 763 310 €
 Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris
 RCS Paris 326 127 784

DOCUMENTS COMPTABLES ANNUELS

A. - Bilan au 31 décembre 2018 avant répartition. (En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2018
Caisse, banques centrales, C.C.P.	31 826	32 723
Effets publics et valeurs assimilées	472 124	488 095
Créances sur les établissements de crédit	48 182	99 805
Opérations avec la clientèle	2 236 826	2 243 116
Obligations et autres titres à revenus fixes	292 230	324 950
Actions et autres titres à revenu variable	246 311	305 145
Parts dans les entreprises liées	38 932	45 227
Participations et autres titres détenus à long terme	1 912	1 334
Locations simples	25	
Immobilisations incorporelles	152	1 288
Immobilisations corporelles	1 911	1 517
Autres actifs	14 167	26 898
Comptes de régularisations	15 280	14 255
Total actif	3 399 877	3 584 352

Passif	31/12/2017	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit.....	200 846	200 294
Opérations avec la clientèle.....	2 871 043	3 007 950
Dettes représentées par un titre.....		
Autres passifs.....	17 703	12 524
Comptes de régularisation.....	18 611	40 634
Provisions pour risques et charges.....	5 322	900
Dettes subordonnées.....	2 169	2 166
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG).....	22 205	22 205
Capitaux propres.....	261 978	297 679
Capital souscrit.....	114 349	118 763
Primes d'émission.....	15 553	22 066
Réserves.....	109 773	128 546
Provisions règlementées.....	276	378
Report à nouveau.....		
Résultat de l'exercice (+/-).....	22 027	27 925
Total passif	3 399 877	3 584 352

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2018
Engagements donnés :		
Engagements de financement	38 440	38 845
Engagements de garantie	3 162	5 064
Engagements reçus :		
Engagements de financement	105 000	105 000
Engagements de garantie	71 891	58 687
Autres engagements reçus sur titres		

B. - Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

Compte de résultat	31/12/2017	31/12/2018
+ Intérêts et produits assimilés	120 402	119 093
- Intérêts et charges assimilées	38 979	31 418
+ Revenus des titres à revenu variable	872	460
+ Commissions (produits)	28 270	23 509
- Commissions (charges)	1 356	1 337
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	155	-1 190
+ Autres produits d'exploitation bancaire	403	200
- Autres charges d'exploitation bancaire	123	20
Produit net bancaire	109 644	109 298
- Charges générales d'exploitation	61 856	62 456
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 458	896
Résultat brut d'exploitation	46 330	45 946
+/- Coût du risque	-12 881	-10 217
Résultat d'exploitation	33 449	35 730
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	- 15	-1
Résultat courant avant impôt	33 434	35 728
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	11 407	7 803
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées		
Résultat net	22 027	27 925

C. - Annexe aux comptes annuels.**I. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

- **Contrôle fiscal**

Un contrôle fiscal portant sur les années 2013 à 2015 avait remis en cause le maintien du régime d'intégration fiscale et par conséquent le traitement correspondant de certaines opérations lors de la fusion BFM / Banque Française en 2013. Ce contrôle s'était traduit par une notification de redressement d'un montant total de 4,3 M€, que la BFM avait intégralement provisionné dès 2016. Ce dossier a été clôturé en mars 2018 à la suite d'un accord entre l'administration fiscale et la BFM qui a ramené le montant total de la rectification à 0,9 M€ pénalités de retard incluses. La clôture de ce dossier a ainsi permis la reprise de 3,4M€ de provision non utilisée.

- **Augmentation de capital**

Deux augmentations de capital ont été réalisées sur l'année 2018 portant le capital souscrit de 114 349K€ au 31/12/2017 à 118 763K€ au 31/12/2018.

- **Trésorerie / swaps**

La BFM a procédé sur 2018 à la résiliation de 5 swaps de couverture pour 200 M€ (inflation) ce qui ramène le niveau des swaps à 1 485 M€ au 31/12/2018 contre 1 685 M€ au 31/12/2017.

II. FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

III. INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

1. Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que ses deux principales filiales ITL et la SCI Glacière, sous le contrôle de la société MNH qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidant	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

1.1. Comptabilisation de l'actif immobilisé

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

En ce qui concerne les logiciels projets : compte tenu de nombreux développements réalisés et à venir, la BFM applique désormais la méthode préférentielle pour la comptabilisation de ces derniers et ce grâce notamment aux outils de suivi développés.

Durées d'amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire, sauf en ce qui concerne le matériel informatique amorti suivant le mode dégressif. L'approche par composants (CRC n° 2002-10) n'a pas permis d'identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans (dégressifs) pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Logiciels Projets	Linéaire 5 ans
Immeubles	36 ans
Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans linéaire
Matériel informatique	5 ans (linéaire) et 3 ans en dégressif

1.2. Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.

1.2.1. *Portefeuille titres*

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

➤ Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 31 décembre 2018.

➤ Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement.

A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

➤ Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque Française Mutualiste dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Durant la période, il n'y a pas eu ni cession ni transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement.

➤ Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2018.

➤ Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

➤ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues ; ou une dépréciation du cours dans le cas des sociétés cotées.

Les plus et moins-values de cessions ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour le montant net « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

1.2.2. Instruments financiers à terme

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global, et plus particulièrement du risque « inflation », (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits / charges assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

1.3. Créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension. Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat.

En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation et les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La gestion et le recouvrement des créances contentieuses ont été confiés à la Compagnie Générale de Recouvrement Mutualiste (CGRM), filiale à 100% de la Banque Française Mutualiste.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ».

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les quinze années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes provisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

1.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour charges diverses
- Les provisions pour litiges et risques divers

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de retraite, calculées selon la méthode prospective. Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

1.5. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC et au règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres. Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants de la BFM en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

1.6. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1, article 2171-1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

1.7. Information relative aux parties liées

Conformément aux recommandations de l'ANC 2010-04, la liste des transactions effectuées par la société BFM avec les entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe, s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

2. Changement de méthodes comptables

Néant

NOTES SUR LES POSTES DU BILAN

Note 1 - Ventilation des créances et dettes selon leur caractère échéance

EN K€	31/12/2017	31/12/2018
ACTIF		
<u>Caisse, Banques centrales, CCP</u>	31 826	32 723
A vue	31 826	32 723
A terme	0	0
Créances rattachées	0	0
<u>Créances sur les établissements de crédit</u>	48 182	99 805
A vue	47 969	99 538
A terme	0	0
Créances rattachées	213	267
<u>Opérations avec la clientèle</u>	2 236 826	2 243 116
A vue	59 251	58 043
A terme	2 171 415	2 179 588
Créances rattachées	6 160	5 485
TOTAL	2 316 834	2 375 644
PASSIF		
<u>Dettes envers les établissements de crédit</u>	200 846	200 294
A vue	10 737	10 836
A terme	188 099	187 404
Dettes rattachées	2 010	2 054
<u>Opérations avec la clientèle</u>	2 871 043	3 007 950
Comptes d'épargne à régime spécial	2 851 136	2 991 969
Autres dettes à vue	411	117
A terme	1 518	1 100
Dettes rattachées	17 977	14 764
<u>Dettes représentées par un titre</u>	0	0
A vue	0	0
A terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	3 071 889	3 208 244

Note 2 - Créances sur la clientèle

(En K€)	Valeur brute 31/12/2018	Dépréciation 31/12/2017	Poste à poste	Dotations	Reprises	Dépréciation 31/12/2018	Valeur nette 31/12/2018
<u>Autres concours à la clientèle</u>							
- Encours sains	2 182 005	1 937		1 051	-1 072	1 917	2 180 089
Encours sains normaux	2 154 079	0		0	0	0	2 154 079
Encours sains créances restructurées	12 926	1 937		1 051	-1 072	1 917	11 009
Encours sains prêts décotés	0	0		0	0	0	0
Avance en compte courant							
Groupe	15 000						15 000 000
- Encours douteux, compromis et contentieux	140 145	79 702	-1 070	11 692	-7 719	82 605	57 541
Encours douteux	53 868	43 131	-788	7 338	-4 694	44 987	8 881
Encours douteux compromis	8 122	3 477	-282	2 635	-888	4 942	3 180
Encours contentieux	78 155	33 093		1 719	-2 137	32 675	45 481
- Créances rattachées	5 485	0		0	0	0	5 485
<u>Comptes ordinaires débiteurs</u>	1						1
TOTAL CREANCES	2 327 637	81 639	-1 070	12 744	-8 791	84 521	2 243 116

Les 2 182 M€ de créances saines sur la clientèle sont répartis en 2 097 M€ de prêts consentis à des particuliers (parmi lesquels la part des crédits consentis dans les Départements d'Outre-Mer représente un montant de 75 M€) et 68 M€ de concours accordés à des entreprises ou entrepreneurs individuels.

Par ailleurs, les prêts consentis par la BFM sont pour l'essentiel des prêts à la consommation (2 010 M€ du total des encours sains), les prêts immobiliers ne représentent que 87 M€ du total des encours sains. Le reste des encours sains est composé de crédits à l'équipement et de crédits d'exploitation accordés à des sociétés.

Certains des encours, bien que qualifiés de sains, sont assortis de décotes : il s'agit des créances restructurées (plan de surendettement Banque de France) pour un encours de 12,9 M€. Les décotes correspondent au différentiel actualisé entre les flux du nouveau plan de crédit mis en place et les flux du contrat d'origine.

Note 3 - Ventilation des créances et dettes selon leur durée restant à courir

(En K€)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
CREANCES	164 642	567 779	1 551 858	695 582	2 979 861
A terme sur établ. de crédit	0	0	0	0	0
A terme sur clientèle	164 642	476 971	1 322 030	215 946	2 179 588
Titres en portefeuille		90 809	229 828	479 637	800 273
DETTES	47 404		141 100		188 504
A terme envers les établ. de crédit	47 404		140 000		187 404
A terme envers la clientèle			1 100	0	1 100
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0

* dont titres donnés en pension livrée pour 187 404 K€

Note 4 - Créances et Dettes rattachées aux postes du bilan

(en K €)	31/12/2017	31/12/2018
CREANCES RATTACHEES	16 695	17 523
Banques centrales,CCP	0	0
Etablissements de crédit	213	267
Concours à la clientèle	6 160	5 485
Prêts subordonnés à terme	0	0
Obligations et autres titres	10 322	11 771
DETTES RATTACHEES	19 987	16 819
Établissement de crédit	2 010	2 054
Comptes créditeurs de la clientèle	17 977	14 764
Titres de créances négociables	0	0

Note 5 - Portefeuille titres

1) Portefeuille de transaction

Néant.

2) Portefeuille de placement

(En K€)	31/12/2017				31/12/2018			
	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*
Titres de placement								
Obligations (1)	1 000	0	0	0	1 000	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Parts d'OPCVM	246 503	246 642	331	-193	305 284	305 157	11	-139
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	247 503	246 642	331	-193	306 284	305 157	11	-139

* Les moins-values latentes sont provisionnées à 100 %.

(1) titres non cotés

3) Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe

(En K€)	31/12/2017				31/12/2018			
	Organismes publics		Autres émetteurs		Organismes publics		Autres émetteurs	
	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées					0	0	0	0
Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation					0	0	0	0
Autres entreprises			288 981	1 000	0	0	322 061	1 000
Créances rattachées			2 249		0	0	1 889	
TOTAL			291 229	1 000	0	0	323 950	1 000

4) Portefeuille d'investissement

(En K€)	31/12/2017					31/12/2018			
	Nominal	Surcote décote coupon couru	Valeur comptable	Acquisitions	Cessions / Tombées	Nominal	Surcote décote coupon couru	Valeur comptable	Plus ou moins values latentes au 31/12/2018
Titres Etats européens	425 000	39 050	464 050	20 000		445 000	33 212	478 212	21 410
Obligations	10 000	-359	9 641	15 000		25 000	61	25 061	3
TSR	22 000		22 000			22 000		22 000	- 447
BMTN	257 300	39	257 339	55 000	37 300	275 000		275 000	-11 506
Créances rattachées			10 322					10 330	
TOTAL	714 300	38 731	763 353	90 000	37 300	767 000	33 273	810 603	9 460

Parmi les obligations et BMTN du portefeuille d'investissement, 300 M€ sont émis par des banques Européennes dont 35 M€ bénéficiant d'une garantie d'État.

Détail des titres émis par des États Européens en portefeuille au 31/12/2018

PAYS (en K€)	NOMINAL	Valeur bilan au 31/12/2018	Valeur marché au 31/12/2018	PMVL au 31/12/2018
Total Espagne	110 000	128 668	140 043	11 374
Total Irlande	30 000	30 560	32 898	2 338
Total Italie	110 000	121 601	124 789	3 189
Total Portugal	125 000	131 378	134 274	2 896
Total Roumanie	60 000	62 701	64 088	1 387
Total France	10 000	11 745	11 970	226
Total Général	445 000	486 653	508 063	21 410

La valeur bilan s'entend créances rattachées incluses.

Titres donnés en pension au 31/12/2018

Nature des titres mis en pension (en K€)	Nominal	Valeur bilan montant emprunté	Valeur bilan montant encaissé
Effets publics - obligations	180 000	180 000	187 404
TOTAL	180 000	180 000	187 404

Note 6 - Dettes représentées par un titre

(en K€)	31/12/2017	31/12/2018
Titres du marché interbancaire et TCN	0	0
Dettes rattachées	0	0
TOTAL GENERAL	0	0

Note 7 - Participations

en K€	Capital	Capital x propres	Quote- part du capital détenu	Valeur comptable des titres			Prêts et avances consent is	Montan t des caution s données	CA du dernier exercic e	Résulta t du dernier exercic e	Divid. encaissé s
				Brute	Dépré- cia tion s	Nette					
<u>Participations détenues à plus de 50%</u>											
SAS CGRM <i>Paris</i>	50	1 053	100,00 %	114		114			2 120	444	300
SARL CIV <i>Paris</i>	8	-311	99,80%	8	-8		2 228		904	35	
SCI LA GLACIERE <i>Paris</i>	2	14 384	99,10%	21 146		21 146	2 066		3 017	280	
SAS ITL <i>Paris</i>	5 280	9 008	99,29%	12 615		12 615	6 922		85	1	157
<u>Participations détenues entre 10 et 50%</u>											
GIE ACCEFIL <i>Boigny Sur Bionne</i>	16	-738	24,84%	4		4	407		8 737	-754	
SAS Miroir Social <i>Gennevilliers</i>	66	68	21,21%	260	-246	14			163	3	
<u>Autres participations</u>				110	-17	93	680				3
TOTAL				34 258	-270	33 987	12 303		15 028	9	460

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2018 à l'exception de Miroir Social et GIE Accefil, pour lesquelles les données sont celles de 2017.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les quatre participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

Note 8 - Immobilisations

(en K€)	Valeur Brute au 31/12/2017	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Reclassement	Valeur Brute au 31/12/2018
Fonds de commerce					
Logiciels	2 292	43	12		2 323
Logiciels Projets				707	707
Autres immos incorporelles					
Immobilisations en cours		1 292		-707	584
Immobilisations Incorporelles	2 292	1 334	12		3 614
Terrains Constructions	589				589
Agencements					
Matériel & Mobilier	4 033	221	1		4 253
Immobilisations en cours					
Œuvres d'arts	44		44		
Immobilisations Corporelles	4 667	221	45		4 842
TOTAL GENERAL	6 959	1 555	57		8 456

(en K€)	Amort. et dépréciation au 31/12/17	Dotations	Sorties / Reprises	Amort. et dépréciation au 31/12/18	Reclassement	Valeur nette au 31/12/18
Fonds de commerce						
Logiciels	2 140	161	12	2 290		33
Logiciels Projets		36		36		671
Autres immos incorporelles						
Immobilisations incorp. en cours						584
Immobilisations Incorporelles	2 140	198	12	2 326		1 288
Terrains Constructions	203	16		219		370
Agencements						
Matériel & Mobilier	2 527	580	1	3 106		1 147
Œuvres d'art	25		25			
Immobilisations corp. en cours						
Immobilisations Corporelles	2 755	596	26	3 325		1 517
TOTAL GENERAL	4 895	794	38	5 651		2 805

Note 9 - Détail autres actifs et comptes de régularisation

(en K€)	31/12/2017	31/12/2018
AUTRES ACTIFS	14 167	26 898
Dépôts de garantie collatéral	4 800	16 200
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL	2 901	2 709
Débiteurs divers	6 176	7 727
Comptes de stocks et emplois divers	289	262
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	15 280	14 255
Charges payées d'avance	942	966
Produits à recevoir	11 553	11 261
Prélèvements en attente d'encaissement	2 495	1 575
Produits à recevoir sur instruments dérivés	0	0
Divers	290	453

Les produits à recevoir incluent notamment les commissions rémunérant le partenariat avec la Société Générale pour 10 328 K€.

Note 10 - Détail autres passifs et comptes de régularisation

(en K€)	31/12/2017	31/12/2018
AUTRES PASSIFS	17 703	12 524
Fournisseurs	910	1 199
Fournisseurs Factures non parvenues	6 520	4 256
Dépôt de garantie collatéral	0	0
Cotisations d'assurances à reverser	2 614	2 657
Impôts et taxes	3 492	1 509
Créditeurs divers	4 167	2 904
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	18 611	40 634
Produits perçus d'avance	5 552	5 114
Charges à payer	5 258	4 371
Solte sur swaps à étaler		
Charges à payer sur instruments dérivés	3 474	1 034
Divers	4 327	30 116

Le poste Créditeurs divers est notamment composé de l'abondement versé à la BFM par une mutuelle sur des livrets détenus par ses adhérents. Cet abondement s'élève à 1 958 K€ au 31 décembre 2018, contre à 2 035 K€ au 31 décembre 2017.

Le poste divers est notamment composé de 26M€ de primes nettes d'assurance à reverser à la CNP

Note 11 - Provisions

En K€	31/12/2017	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	31/12/2018
Provisions pour risques	4 815	76	920	3 621	350
Provisions pour charges	508	42			550
TOTAL	5 322	119	920	3 621	900

* dont 3 621K€ de reprise de provision pour risque fiscal

Les provisions pour charges sont relatifs aux engagement de retraite dont la BFM applique, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014. En application de ce règlement, la BFM provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques selon la méthode 1 avec les hypothèses suivantes : taux d'actualisation à 1,45%, table de mortalité INSEE 2013-2015, un taux d turnover de 5,31%, un taux de revalorisation des salaires à hauteur de 2,50%, un mode de départ à la retraite volontaire et un âge de départ à la retraite au plus tôt.

Note 12 - Évolution des capitaux propres

En K€	31/12/2017	Affectation du résultat 2017	Augmentation	Réduction	31/12/2018
Capital social	114 350	0	4 413	0	118 763
Parts sociales	109 384	0	4 413	0	113 797
Certificats coopératifs d'investissement	4 094	0	0	0	4 094
Actions de préférence	872	0	0	0	872
Prime d'émission	15 553	0	6 514	0	22 066
<i>Prime d'émission Parts sociales</i>	<i>11 199</i>	<i>0</i>	<i>6 514</i>	<i>0</i>	<i>17 712</i>
<i>Prime d'émission CCI</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Primes d'émission Actions de préférence</i>	<i>4 354</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4 354</i>
Réserves	109 773	18 773	0	0	128 546
<i>légale</i>	<i>12 277</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>12 277</i>
<i>statutaire</i>	<i>21 920</i>	<i>3 304</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>25 225</i>
<i>facultative</i>	<i>74 653</i>	<i>15 469</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>90 122</i>
<i>spéciale</i>	<i>922</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>922</i>
Report à nouveau		0	0	0	0
Provisions réglementées	276		102		378
Résultat de l'exercice	22 027	-22 027	27 925		27 925
Versement de dividendes	0	3 254	0	0	0
TOTAL Capitaux propres hors FRBG	261 978	0	38 954	0	297 679
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	0	0	0	22 205

Le capital est composé de 7 462 069 parts sociales, de 268 490 certificats coopératifs d'investissement et de 57 199 actions de préférence, d'une valeur nominale de 15,25 €.

L'augmentation de capital en 2018 a généré 166 767 actions nouvelles.

Le résultat par titre de capital au 31 décembre 2018 s'établit à 3,59 €.

Note 13 - Dettes subordonnées

En K€	Montant	Date d'émission	Durée initiale	Taux
Titres super subordonnés	2 100	29/06/2010	indéterminée	Taux = Min(E12M + 3,3%);5,5%)
TOTAL	2 100			

En K€	31/12/2018
Dettes rattachées sur TSS	66
TOTAL	66

Ces dettes subordonnées sont assimilées à des fonds propres « Tier One ».

- Conditions de la subordination

Toutes les dettes subordonnées constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés, à durée indéterminée et subordonnés de dernier rang de l'Émetteur.

- Conditions de remboursement des dettes subordonnées

Le remboursement anticipé des titres super subordonnés (TSS) ne peut se faire qu'à l'initiative de l'émetteur, après une période de cinq ans minimum, avec l'approbation préalable du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, et à condition d'être remplacé par des Fonds Propres de qualité identique ou supérieure.

NOTE SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

Note 14 - Engagements de financement donnés

Les 38,8 M€ d'engagements de financement correspondent à des prêts accordés à la clientèle, mais non encore décaissés.

Note 15 - Engagements de garantie donnés

Les principaux engagements de garantie correspondent principalement à une caution bancaire accordée à la filiale ITL pour un montant de 5 M€.

Par ailleurs, la BFM a transmis une partie de son portefeuille de créances, par voie d'endos, au profit de la SG, pour la part correspondant au montant tiré de la ligne de refinancement accordée par la Société Générale le cas échéant. Il n'y avait pas de montant tiré au 31 décembre 2018, et donc pas de garantie par voie d'endos.

Note 16 - Engagements de financement reçus

Les 105 M€ enregistrés correspondent à des enveloppes de refinancement accordées par la Société Générale et non utilisées au 31 décembre 2018.

Note 17 - Engagements de garantie reçus

Les 59 M€ de garanties reçues correspondent pour 32 M€ à la part du risque pris en charge par les établissements de crédit partenaires de la BFM implantés dans les DOM. Ceux-ci garantissent en effet 50% des encours de prêts effectués dans le cadre du partenariat avec ces établissements.

Les 27 M€ restants représentent des sûretés reçues en garantie de prêts accordés à la clientèle.

Note 18 - Engagements reçus sur titres

Il s'agit de titres à départ décalé. Aucun engagement sur titres ne subsiste au 31/12/2018.

Note 19 - Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro-couverture.

Au 31 décembre 2018, son portefeuille d'instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux M€	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 31/12/2018 (M€)
Swaps Inflation	1 485	SWAP	Macro	Inflation	-17,5
TOTAL	1 485				-17,5

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	0
1 à 5 ans	985
Plus de 5 ans	500
TOTAL	1 485

NOTES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

Note 20 - Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	120 402	119 093
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	5 465	6 575
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	96 499	93 734
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	18 438	18 784
Intérêts et produits sur opérations de crédit-bail et location simple	0	0
Intérêts et charges assimilés	38 979	31 418
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	16 678	12 685
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	22 298	18 732
Intérêts et charges assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	2	2
Intérêts et charges sur opérations de crédit-bail et location simple	0	0

Note 21 - Ventilation des commissions perçues et versées

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Commissions perçues : Produits	28 270	23 509
Commissions reçues des établissements de crédit	13 964	11 459
Commissions reçues de la clientèle	9	12
Autres commissions	14 297	12 039
Commissions versées : Charges	1 356	1 337
Commissions versées aux établissements de crédit	494	342
Autres commissions	862	995

Note 22 - Ventilation des revenus sur titres à revenu variable

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Produits sur titres de placements	0	0
Produits sur titres de participations	872	460
TOTAL	872	460

Note 23 - Ventilation des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation, de placement et sur actifs immobilisés.

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Solde des opérations de change	0	0
Solde des opérations sur instruments financiers	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	155	-1 190
Solde des opérations sur titres de transaction	0	0
Solde des opérations sur titres de placements	155	-1 190
<i>Moins value sur titres de placement</i>	-19	-1 566
<i>Dotation aux provisions pour dépréciation</i>	-120	-139
<i>Plus Value sur titres de placement</i>	165	322
<i>Reprise provision pour dépréciation de titres</i>	129	193
<i>Autres</i>	0	0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-15	-1
VNC des immobilisations cédées	-6	-45
Produits des immobilisations cédées		18
Reprise de provisions sur immobilisations		25
Pertes sur titres de participation	0	0
Dotations pour dépréciation sur titres de participation	-24	
Reprises de dépréciations sur titres de participation	16	1

Note 24 - Détail des autres produits et charges

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Autres produits d'exploitation bancaire	403	200
Charges refacturées	333	200
Divers	70	
Autres charges d'exploitation bancaire	123	20
Divers	123	20

Note 25 - Ventilation des charges générales d'exploitation

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Charges générales d'exploitation	61 856	62 456
Frais de personnel	22 316	23 058
Impôts et taxes	1 981	1 861
Frais informatiques	2 915	3 589
Honoraires	2 183	2 417
Autres frais administratifs	32 461	31 531

Note 26 - Frais de personnel

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Salaires et traitements	11 031	12 685
Charges retraites	999	1 105
Autres charges sociales	5 465	4 853
Reprises nettes des dotations / litiges sociaux	15	-107
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 327	2 142
Abondements Plan Épargne Entreprise - PERCO	685	740
Participation des salariés	795	741
Intéressement	1 000	900
TOTAL	22 316	23 058

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 228 agents, répartis en 136 cadres et 92 techniciens.

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux à raison de leurs fonctions s'est élevé à 506 959€ pour la période.

Au 31 décembre 2018, aucun encours d'avances et crédits ainsi que d'engagements au titre d'une garantie quelconque, n'a été accordé aux mandataires sociaux.

Note 27 - Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2018 se répartissent comme suit

(En K€)	Grant Thornton	BDO	MAZARS (1)	TOTAL
Mission légale d'audit des comptes sociaux	114	114		228
Missions spécifiques	2	41	32	76
TOTAL	116	155	32	303

(1) Mazars jusqu'à l'assemblée générale du 22 mai 2018

Note 28 - Coût du risque

Ce poste se décompose comme suit :

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	12 810	12 713
Reprise de dépréciations sur créances douteuses	-7 961	-8 046
Créances irrécouvrables	8 572	5 613
Récupération sur créances amorties	-66	-44
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks	357	338
Reprise de dépréciations sur stocks	-361	-357
Dotation aux provisions sur risques et charges	0	0
Reprises de provisions sur risques et charges	-470	
Dotations diverses	0	0
TOTAL	12 881	10 217

Note 29 - Résultat exceptionnel

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Dotations aux provisions exceptionnelles	0	0
Autres charges exceptionnelles	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Reprise de provisions exceptionnelles	0	0
Autres produits exceptionnels	0	0
Produits exceptionnels	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0

Note 30 - Impôt sur les sociétés

(En K€)	31/12/2017	31/12/2018
Ventilation de l'impôt en fonction de sa nature	11 407	7 803
Au titre de l'impôt au taux de droit commun de 33,33 %,	11 058	10 709
Au titre de l'impôt au taux réduit de 25 %,		140
Au titre des contributions additionnelles	340	333
Au titre des contributions versées	18	
Crédit d'impôt	-147	-199
Reprise de provision pour impôt	-25	-3 791
Impôt sur exercice antérieur	164	611
Ventilation de l'impôt en fonction du résultat	11 432	7 803
Impôt sur résultat courant	11 268	7 192
Impôt sur résultat exceptionnel		
Impôt sur exercice antérieur	164	611

D. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la société Banque Française Mutualiste,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque Française Mutualiste relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Provisionnement du risque de crédit
 - Risque identifié

La Banque Française Mutualiste est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes.

Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits concernés ou de dépréciations calculées de manière statistique pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les dépréciations appréciées par méthode statistique sont fondées sur des taux de pertes ou de récupérations observées sur les 6 ou 8 dernières années écoulées selon la nature du dossier (surendetté ou non).

En raison du caractère significatif des montants que représentent les crédits octroyés à la clientèle dans le bilan de la Banque Française Mutualiste, et du recours au jugement de la direction dans la détermination des dépréciations comptabilisées, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit.

- Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable des dépréciations constituées, nous avons :

- pris connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations et du dispositif de contrôle interne l'encadrant ;
- examiné la gouvernance des processus d'octroi (y compris le processus délégué aux partenaires), d'identification des encours douteux (y compris le déclassement des encours sains en encours douteux et l'application du principe de contagion) et de provisionnement ;
- testé l'efficacité des contrôles relatifs à ces processus ;
- vérifié la cohérence des données issues des systèmes de gestion avec les données comptables.

Lorsque la dépréciation a été calculée de manière statistique, nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes :

- vérification de l'assiette sur laquelle a porté le calcul de la dépréciation et appréciation de la pertinence des hypothèses du modèle de provisionnement ;
- vérification de l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- revue de cohérence de l'évolution des dépréciations, des encours et de la charge du risque.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle, nos travaux ont consisté à :

- apprécier, sur base d'échantillons de dossiers de crédit, les hypothèses et données sous-jacentes retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;
- contrôler la correcte mise en œuvre des décisions prises par la direction.

Nous nous sommes également assurés que les règles de déclassement des créances saines en encours douteux n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. Nous avons vérifié que les notes 1.3 et 2 de l'annexe aux comptes annuels donnent une information appropriée.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux sociétaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

- Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Française Mutualiste par l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes du 27 mai 2004 pour le cabinet BDO France - Léger & Associés et du 22 mai 2018 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2018, le cabinet BDO France - Léger & Associés était dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la 1^{ère} année.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Neuilly sur Seine, le 7 mai 2019

Les commissaires aux comptes,

BDO France - Léger & Associés

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Fabrice Chaffois

Leslie Fitoussi

